



ILERI - DÉFENSE

Russie et Iran, simple entente ou véritable alliance ?

Richard Sourdot - Étudiant en Bachelor 2 à l'ILERI - 22 février 2015



Signature, le 11 novembre 2014 à Moscou, « d'un accord entre officiels iraniens et russes sur la livraison par la Russie, à terme, de deux nouveaux réacteurs à destination de la centrale de Bouchehr ».

En raison des crises épisodiques, les politiques étrangères de l'Occident et de la Russie ont évolué et les alliances et partenariats se modifient encore aujourd'hui. L'Iran s'inscrit dans une double actualité : une actualité interne avec les élections nationales et le défi démocratique mais aussi externe avec les conflits qui entachent la région. Il est donc judicieux de penser l'Iran dans sa centralité géoéconomique et géopolitique.

S'intéresser à l'Iran c'est s'intéresser à un carrefour de civilisation dans une zone en crise. Depuis la chute du Chah d'Iran en 1979, des relations russo-américaines tendues sont synonymes de rapprochement entre Moscou et Téhéran. A cette « constante géopolitique » vient s'ajouter depuis le 15 mars 2011, le conflit syrien¹. Depuis l'avènement de ce conflit et désormais guerre civile, on a pu constater un rapprochement idéologique considérable entre la Fédération de Russie et la République Islamique d'Iran. Désormais, l'Iran se retrouve au centre des attentions géopoliticiennes de nombreux pays en raison du « dossier nucléaire » sensible. Mais l'Iran occupe également une place centrale dans l'actualité énergétique avec l'embargo sur le pétrole qui lui est infligé.

Dans quelle mesure peut-on constater un rapprochement diplomatique et économique entre Moscou et Téhéran ? Quels sont les terrains d'entente entre ces deux puissances ?

Il s'agira tout d'abord d'analyser l'entente russo-iranienne d'un point de vue de géographie politique. Puis, il sera intéressant de discuter du dossier nucléaire iranien. Enfin, une analyse de l'entente entre Russie et Iran sous son angle commercial sera élaborée sans oublier les inquiétudes à la fois iraniennes et occidentales concernant la politique d'ouverture menée par le nouveau Président iranien.

¹ En ce jour de mars ont débuté des manifestations massives, principalement à Deraa. Des enfants d'une dizaine d'années avaient inscrit des slogans hostiles au gouvernement sur les murs de la ville. Le lendemain, 4 personnes sont tuées et des centaines d'autres blessées par les forces de l'ordre. Le 11 mars 2011 correspond au début du conflit syrien.

I. Vision commune du monde.

La lecture géopolitique du monde selon la Russie et l'Iran est concordante. Au sujet de l'Ukraine, les visions russe et iranienne du conflit s'opposent à la vision occidentale. Les Occidentaux voient en ce conflit une « révolution démocratique » affaiblissant une puissance autocratique soutenue par le Kremlin et ses alliés. Selon les gouvernements occidentaux, la Russie se sentirait menacée d'une éventuelle contagion démocratique. Le Kremlin craint également une perte d'influence sur ce territoire, grenier à blé de la Russie qui, d'ailleurs, possède de nombreuses mines dans la région de Donetsk. En effet, le gouvernement ukrainien souhaiterait vivement un rapprochement avec l'Union Européenne. Russie et Iran pensent que cette révolution ukrainienne n'est que le résultat de manipulations occidentales. Les États-Unis auraient été le pays le plus engagé pour faire tomber Yanoukovitch. Les conservateurs iraniens vont même plus loin en accusant également Israël de s'allier aux *USA* pour le financement de cette guerre civile. Toutefois, l'Iran (tout comme Israël) est resté neutre concernant l'annexion de la Crimée. En effet, l'Iran souhaite poursuivre son alliance avec la Russie sans pour autant transgresser le principe d'intégrité des territoires d'un pays souverain. A terme, l'Iran n'exclut pas n'ont plus un approvisionnement de l'Europe en gaz en complément de la Russie.

Concernant la guerre civile syrienne, les deux alliés se sont entendus pour une politique réaliste contre les mouvements d'opposition soutenus par les Occidentaux et surtout les pétromonarchies du Golfe. Cette alliance ne va pas sans nuire aux relations qu'entretiennent Téhéran et Moscou avec les pays du Golfe Persique. Il est à noter que les arguments occidentaux concernant le soutien aux mouvements d'opposition syriens ne sont bien souvent pas cohérents avec les réalités du terrain. Ce manque de crédibilité des Occidentaux n'a fait que renforcer la vision russo-iranienne du conflit, vision réaliste consistant à soutenir Bashar Al Assad. Cette entente entre les deux pays n'a fait qu'augmenter leurs échanges dans différents

domaines. Depuis sa réélection en 2012, Vladimir Poutine soutient fortement une politique culturelle, définie en géopolitique par le terme de « soft power ». Dans ce cadre, le pilier de ce renouveau idéologique consiste en la promulgation de l'orthodoxie de Russie. Il se concrétise par un échange avec les représentants chiites officiels de la République islamique d'Iran. C'est une étape supplémentaire au dialogue entre l'orthodoxie et l'Islam qui existe depuis 1997.

II. Le dossier nucléaire iranien.

Entre le groupe des six, les 5 membres du Conseil de sécurité plus l'Allemagne, les négociations concernant le nucléaire iranien se sont déroulées en plusieurs étapes. Avant 2002, États-Unis et France avaient déjà des soupçons sur le programme nucléaire iranien. En 2002 est révélé l'existence d'une usine d'enrichissement d'uranium à Natanz par la République islamique d'Iran. L'Iran étant signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), elle considère posséder le droit d'enrichir de l'uranium à des fins civiles. En 2003, lors de la deuxième guerre du Golfe, un conflit entre l'Iran et les États-Unis d'Amérique était jugé probable. L'Iran a pour cette raison arrêté son programme d'enrichissement. Mais en 2005, le Président iranien Ahmadinejad a ravivé les tensions en décidant de poursuivre le programme interrompu, ce qui a valu d'être sanctionné à partir de cette année. Les sanctions se sont progressivement durcies d'autant plus qu'un site d'enrichissement d'uranium construit discrètement sous terre a été découvert en 2009. Les sanctions en question que sont l'embargo sur le pétrole iranien (les exportations de pétrole ont été divisées par deux) et les sanctions financières qui empêchent l'Iran d'importer de nombreux produits, ont plongé le pays en récession en 2012. En 2013, le nouveau président présenté comme davantage modéré par rapport à son prédécesseur a été élu. Sa campagne pour la présidentielle a d'ailleurs été axée sur le règlement de la question du nucléaire. C'est sur cette question du nucléaire que sera jugée la crédibilité de Rohani. Si un accord est conclu, il en sortira grandi dans la mesure où l'Iran profitera

dans ce cas d'un assouplissement de sanctions dont son économie a grandement besoin.

Plusieurs phases de négociations ont eu lieu. Elles devaient aboutir le 24 novembre 2014. Un « plan commun d'actions » voulu par le groupe des 6 devait permettre de trouver un règlement définitif à la crise. Ces négociations devaient se terminer le 24 novembre. Mais à Vienne, les 6 pays ont décidé de prolonger ces négociations. Cependant, au fur et à mesure de l'avancement des négociations, un certain rapprochement entre les positions iraniennes et américaines a pu être constaté. Le processus de négociations est freiné par les républicains américains de nouveau au pouvoir au Sénat depuis janvier 2015 mais aussi par les conservateurs iraniens. Ce qui rend les discussions vives, ce sont les visions différentes sur le nombre de centrifugeuses permettant d'enrichir l'Uranium que l'Iran souhaite avoir en sa possession. Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei en souhaite 19 000 alors même que son pays n'en possédait que 160 en 2003. En outre, l'État islamique demande une levée de toutes les sanctions, sujet sur lequel les deux parties sont en désaccord. Le groupe des six a toujours eu une vision commune concernant la politique sévère à mener envers l'Iran. Pour sortir de la crise, l'Iran se doit d'opter pour une stratégie claire afin d'être soutenue par ses alliés que sont la Russie et la Chine. Toutefois, Russie et Chine ont voté en faveur des résolutions onusiennes concernant l'interdiction d'enrichissement d'uranium par l'État islamique. Ces deux pays qui ont un rôle de partenariat important avec l'Iran reconnaissent donc explicitement le danger potentiel que peut représenter l'Iran doté de l'arme atomique. Ceci n'empêche cependant pas la Russie de construire des réacteurs nucléaires sur le territoire iranien. De cette manière, Vladimir Poutine souhaite jouer le rôle « *go between* » c'est-à-dire d'intermédiaire, entre deux parties aux relations tendues, l'Iran et l'Occident.

La Fédération de Russie, toujours au centre des négociations, est parvenue à Genève en novembre 2013 à un accord de « pas à pas » (*step by step*) tout comme le désirait le ministre des affaires étrangères russe, Sergei Lavrov. Après plus de 10 ans de tensions, il y a eu un fort rapprochement entre la Russie et l'Iran à la suite des progrès des négociations constatés dans le domaine du nucléaire.

III. Le commerce bilatéral.

La Russie rejette les sanctions américano-européennes sur le commerce avec l'Iran. Ainsi, dans leurs relations bilatérales, le Kremlin n'applique que les sanctions émises par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Les échanges commerciaux ont toutefois diminué passant de 3,2 à 1,7 milliards de dollars annuels. Cette baisse a ses raisons. Dans le domaine de l'énergie, les entreprises russes sont sensibles aux sanctions américaines. Par contre, dans les domaines du nucléaire civil, de l'aéronautique et de l'armement, les entreprises russes sont davantage indépendantes. C'est dans le contexte d'une baisse des échanges commerciaux que des négociations ont été entreprises. Il résulte des pourparlers un échange de « pétrole contre marchandises » (Oil-for-Goods). Ces négociations ont débuté en janvier 2014 et doivent atteindre 500 000 barils de brut par jour de l'Iran vers la Russie, en échange de fournitures d'équipements russes. Les échanges commerciaux se trouveraient ainsi multipliés pour atteindre selon les fonctionnaires iraniens près de 15 milliards de dollars et la Russie deviendrait ainsi une véritable puissance commerciale dans la région. En échange de pétrole « nos compagnies mettent au point avec les compagnies iraniennes des listes de produits qui seront livrés, y compris des céréales² » a déclaré le ministre de l'énergie Alexandre Novak.

Le ministre de la Défense russe Sergueï Choïgou s'est rendu à Téhéran le 20 janvier 2015 pour signer un protocole d'accord sur la coopération militaire entre les deux pays, que le ministre considère comme un « pas important dans le renforcement des relations ». Concernant les livraisons d'armes, il propose à l'Iran cinq batteries de système mobile multicanal de missiles sol-air S-300. Un précédent accord de 800 millions de dollars datant de 2007 avait été annulé en raison de sanctions exigées par l'ONU. Mais convaincue de la validité du contrat, la République islamique d'Iran avait fait appel à l'arbitrage international à la Cour d'arbitrage de Genève.

² Russie-Iran : l'opération « pétrole contre marchandises » prend son envol, Ivan Zakharov, 05/12/2015, http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2014_12_05/En-echange-du-petrole-la-Russie-livrera-en-Iran-non-seulement-des-marchandises-3700/

De plus, la Russie livrera deux réacteurs nucléaires à des fins de production d'électricité (accord sur la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr). Le tout pour 1,5 milliard de dollars. La Russie pourrait décider de construire quatre réacteurs supplémentaires sur la côte du golfe Persique où se trouve le site de Bouchehr. Ce contrat lucratif qui comprend matières premières et isotopes dont l'Iran a besoin pour le fonctionnement de ses centrales, récompenserait la collaboration russe dans le retraitement de l'uranium enrichi iranien³.

La Russie revient au cœur du jeu diplomatique dans la région, lui accordant un levier supplémentaire sur le long terme à un moment où nombreux sont les contentieux entre Moscou et l'Occident. La Russie peut profiter de l'acquisition de pétrole bon marché pour sa propre consommation et ainsi revendre le sien à un prix bien plus élevé à l'Union Européenne, comme elle le faisait déjà avant la révolution islamique. Pour l'Iran, cette exportation d'or noir est une aubaine. Depuis le durcissement des sanctions à son encontre en 2012, le pays ne peut exporter qu'un million de barils par jour. L'ambassadeur iranien à Moscou a déclaré concernant les deux pays que « Téhéran et Moscou coopèrent d'une façon très fructueuse dans le domaine énergétique. L'Iran a récemment accueilli une délégation de la compagnie pétrolière Lukoil. Les représentants de cette Société doivent prochainement revenir à Téhéran. Nous attendons également les responsables du groupe Gazprom⁴ ». En outre, l'Iran propose l'exploitation d'autres gisements pétroliers et de gaz dans le Golfe Persique comme le projet à Asalouyeh sur les rives du golfe.

IV. Inquiétudes de l'Occident et de certains analystes iraniens.

³ Nucléaire iranien : le point sur les négociations, Christophe Ayad et Yves-Michel Riols, 12/11/2014, http://www.lemonde.fr/international/article/2014/11/12/nucleaire-iranien-le-point-sur-les-negociations_4522377_3210.html#Kv3xQkYSUyVf8Kbx.99

⁴ Russie-Iran: la coopération énergétique s'intensifie, Ria Novosti, 14/02/2014, <http://fr.ria.ru/world/20140214/200479350.html>

L'équilibre budgétaire de l'État iranien est établi sur un prix du baril supérieur à 120 dollars. Or les exportations de pétrole rapportent 50% des recettes budgétaires. Malgré la très forte baisse des prix du pétrole, l'Arabie Saoudite n'a pas voulu baisser ses volumes d'exportation. L'ancien ambassadeur de France à Téhéran, François Nicoullaud, rappelle que lors de la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988), les prix du pétrole avaient fortement baissé ce qui a contraint Téhéran à accepter un armistice désavantageuse. Cette fois-ci, il considère que Riyad souhaite maintenir un prix du baril bas afin de mettre l'Iran sous pression, l'Iran qui a obtenu un allègement des sanctions à son encontre lui ayant permis de récupérer 7 milliards de dollars supplémentaires en 2014. De plus, il estime que « Si les Américains et les Européens veulent préserver l'unité du 5 + 1, il leur faudra être particulièrement attentifs au dilemme rencontré par les Russes dans leurs discussions bilatérales avec les Iraniens.⁵ » Barack Obama a déclaré sa « grande préoccupation » au sujet des relations russo-iraniennes. Il a d'ailleurs déclaré possible l'exportation de gaz de schiste à l'Union Européenne, profitant ainsi des tensions entre l'Europe et la Russie.

Toutefois, même certains analystes iraniens disent que ces relations avec la Russie vont à l'encontre des intérêts iraniens. Ces derniers considèrent en effet que le prix de l'or noir est trop fortement réduit par rapport au prix réel du marché. Mais l'Iran a-t-il un autre choix ? La stratégie du nouveau Président iranien Rohanni ressemble à celle de Khatami (1997-2005) avec une diplomatie tournée vers l'Occident et principalement vers l'Union Européenne afin de ne pas avoir à se confronter aux USA. Cette politique n'est pas synonyme de prise de distance avec Moscou, véritable puissance mondiale incontournable.

Ainsi, entre l'Iran et la Russie, de nombreux obstacles persistent afin d'établir une véritable relation de confiance, autrement dit une alliance. Il y a à la fois le passé conflictuel mais également l'absence d'une véritable complémentarité économique, les échanges économiques concernant majoritairement le domaine de l'énergie et de

⁵ Nucléaire iranien : le point sur les négociations, Christophe Ayad et Yves-Michel Riols, 12/11/2014, http://www.lemonde.fr/international/article/2014/11/12/nucleaire-iranien-le-point-sur-les-negociations_4522377_3210.html#Kv3xQkYSUyVf8Kbx.99

l'armement. Cependant, Russes et Iraniens ont une vision commune sur de nombreux sujets internationaux, due à la lutte contre le terrorisme, à la volonté commune de lutter contre les trafics de drogue, véritable fléau en Afghanistan depuis le début de la guerre en Afghanistan. L'objectif principal de l'Iran est de renforcer ses marges de manœuvre à travers des avancées diplomatiques. Si l'Union européenne (UE) souhaite diminuer sa dépendance au gaz russe, elle aurait intérêt à se rapprocher de l'Iran. Dans un contexte de crise avec la Russie, cette relation entre l'UE et l'Iran se révèle stratégique d'autant plus que Russie et Iran souhaitent créer une banque commune afin de pouvoir échanger dans leurs devises nationales respectives. D'ailleurs, l'Iran demande le soutien de la Russie pour adhérer à l'OMC.

Dans la mesure où ces deux pays se retrouvent sous le joug des sanctions internationales dictées principalement par les États-Unis dont les deux pays dénoncent les « interventions expansionnistes⁶ », il y a un fort désir mutuel de développer leurs relations économiques, ce qui contribuera à la création d'un axe géopolitique influent qui profite aux deux puissances.

Richard Sourdot,
Étudiant en *Bachelor 2* à l'ILERI,
Membre d'ILERI - Défense.

⁶ Russia and Iran Sign Military Cooperation Agreement, Franz-Stefan Gady, 21/01/2015, <http://thediplomat.com/2015/01/russia-and-iran-sign-military-cooperation-agreement/>

Bibliographie :

- L'Iran et la Russie: de l'entente à l'alliance, Clément Therme, Diplomatie magazine, Géopolitique de la Russie, vers un nouvel ordre mondial eurasiatique?, juin-juillet 2014, numéro 21, pages 54-55.
- Nucléaire iranien : les négociations en 5 questions, Thierry Coville, 26/11/2014, <http://www.connaissancedesenergies.org/nucleaire-iranien-les-negociations-en-5-questions-141126>
- Mix énergétique de l'Iran, connaissance des énergies, 27/11/2014, <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/mix-energetique-de-l-iran>
- Russie/ Iran : quand les sanctions US ouvrent la voie à un troc pétrole contre équipements, Elisabeth Studer, 14/04/2014, <http://www.leblogfinance.com/2014/04/russie-iran-quand-les-sanctions-us-ouvrent-la-voie-a-un-troc-petrole-contre-equipements.html>
- Russie-Iran: la coopération énergétique s'intensifie, Ria Novosti, 14/02/2014, <http://fr.ria.ru/world/20140214/200479350.html>
- Russia and Iran Sign Military Cooperation Agreement, Franz-Stefan Gady, 21/01/2015, <http://thediplomat.com/2015/01/russia-and-iran-sign-military-cooperation-agreement/>
- La Russie et l'Iran sur le point de lancer un programme « pétrole contre marchandises », Claude Fouquet, 01/12/2014, <http://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0203978806828-la-russie-et-l-iran-sur-le-point-de-lancer-un-programme-petrole-contre-marchandises-1069968.php>
- Russie-Iran : l'opération « pétrole contre marchandises » prend son envol, Ivan Zakharov, 05/12/2015, http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2014_12_05/En-echange-du-petrole-la-Russie-livrera-en-Iran-non-seulement-des-marchandises-3700/
- L'Iran et la Russie renforcent leur coopération militaire, rfi, 21/01/2015 <http://www.rfi.fr/europe/20150120-iran-russie-renforcent-leur-cooperation-militaire/>

Annexes :

Système de missiles sol-air S-300P

Désignations:

Armée: S-300P

Désignation OTAN: SA-10 Grumble/SA-20 Gardoyle

Catégorie: système de missiles sol-air à moyenne et longue portée

Particularités:

- Tir vertical
- Tir de deux missiles contre une même cible
- Temps réduit de déploiement/repliement

Histoire:

La famille de batteries de missiles sol-air (ZRK), conçue par les Bureaux d'études Almaz dans les années 1960-1970 afin de remplacer la batterie S-75 de première génération, était destinée à équiper l'armée en systèmes mobiles susceptibles de repousser des raids aériens massifs

En Russie, le système ZRK équipe les troupes de DCA (S-300P) et les troupes terrestres (S-300V)

Les systèmes S-300PS et PM sont exportés sous l'appellation S-300PMU et S-300PMU-1/2

Les premiers tests:

Au milieu des années 1970

Réception en dotation:

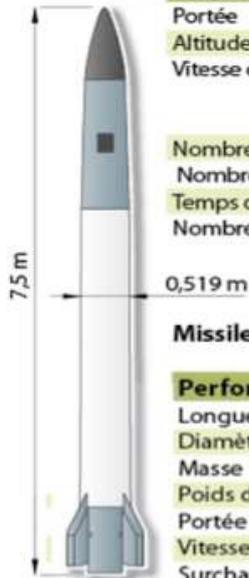
S-300PT (1978); S-300PS (1982); S-300PM (1993)

Pays détenteurs:



Performances du S-300PM (avec missiles 48N6)

Portée	5-150 km
Altitude de frappe de l'objectif	10 à 27.000 m
Vitesse des objectifs à détruire	jusqu'à 1.800 m/sec (jusqu'à 2.800 m lors d'un tir contre les cibles désignées)
Nombre d'objectifs engagés	jusqu'à 12
Nombre d'objectifs attaqués	jusqu'à 6
Temps de déploiement/repliement	5/5 min
Nombre de missiles dans une batterie	jusqu'à 48



Missile sol-air guidé 48N6

Performances du missile 48N6

Longueur	7,5 m
Diamètre	0,519 m
Masse	1.800 à 1.900 kg
Poids de l'ogive	145 kg
Portée	150 km
Vitesse	jusqu'à 2.100 m/sec
Surcharges	jusqu'à 25 g